

Mendès-France : Vellités d'indépendance et tentative de rafistolage

Rien n'est plus caractéristique de l'impuissance et du ridicule de la "gauche" française que les clameurs triomphales qu'elle a poussées à l'arrivée de Mendès-France à la présidence du Conseil. Comme l'expliquait M. Martinet dans *France-Observateur*, on savait bien que le gouvernement Mendès-France ne pouvait être qu'un gouvernement bourgeois et que sa tâche ne pouvait être que d'essayer de consolider le capitalisme français — mais, précisément, la "gauche" se doit d'appuyer un "bon" gouvernement bourgeois ; seul un tel gouvernement peut dissiper la confusion actuelle, qui empêche le mouvement populaire d'avancer. Il est vrai que nous autres, la gauche française, sommes minables, dit à peu près M. Martinet, mais est-ce notre faute ? Regardez la pourriture de la politique bourgeoise, et rappelez-vous qu'un pays ne peut avoir que la gauche de sa droite. La conclusion de cet éminent tacticien, formulée dans le style d'Archimède, serait en gros celle-ci : donnez-moi un bon gouvernement de droite, et je ferai renouer la terre de France.

Cette argumentation de Gribouille traduit en fait la vérité. Le idéologie des intellectuels "de gauche" en France. Ceux-ci reprochent pas au capitalisme français d'être du capitalisme, mais d'être du mauvais capitalisme, incohérent, pourri, stagnant et servile face aux Américains. Cette motivation agit d'ailleurs également chez une foule d'intellectuels pro-staliniens. La bureaucratie russe, classe exploitée ? Peut-être ; mais elle développe la production — tandis que la production française stagne ; sa politique extérieure est brutale, elle impose une tutelle impérialiste à un série de pays ? Soit, mais elle ne fait en vertu d'une politique à long terme — tandis que la bourgeoisie française est incapable d'avoir même une politi-

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

9, rue de Savoie, Paris VI

Ne pas envoyer de mandat
sans écrire auparavant.

□□□

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU

Ph. GUILLAUME — A. VEGA

Gérant : G. ROUSSEAU

□□□

LE NUMERO 150 francs

ABONNEMENT UN AN (4 numéros) 500 francs

que instantanée ; elle exerce une dictature policière, écrase toute opposition ? Admettons ; mais elle est dirigée par des hommes de fer, tandis que les ministres français ont "des nerfs de fille" et "s'évanouissent à la tribune" (1).

On comprend donc le printemps d'espérance qui s'est levé dans le cœur de ces gens lorsque l'investiture de Mendès-France leur a paru ouvrir une perspective de renouveau du capitalisme français. On avait enfin "un courant bourgeois réformiste, qui n'est dépourvu ni de dynamisme ni d'efficacité" (2), et, en dépit ou plutôt à cause des "contradictions" inhérentes à ce courant, il fallait "tout mettre en œuvre pour que l'expérience Mendès-France ne tourne pas court ; pour que les couches sociales qu'elle a reveillées... participent tout entières à son nécessaire élargissement, à sa nécessaire évolution". C'est la politique-gigogne : le gouvernement essaie de réformer le capitalisme français, la gauche du gouvernement à réformer sa droite, tandis que *France-Observateur*, utilisant la pression populaire, réformera la gauche du gouvernement. Il ne manque à l'ingénieux appareil, pour qu'il soit présentable au concours Lépine, qu'une ou deux chevilles peu importantes en vérité : l'appui des masses, et la possibilité objective de faire remonter au capitalisme français le courant de sa décadence historique.

La décadence du capitalisme français s'exprime par la relative stagnation de la production, la multiplication de conflits entre les classes n'aboutissant pas à une solution nette, la décomposition de l'appareil politique et étatique. Elle ne prend sa pleine signification que placée dans le contexte organique du développement du capitalisme mondial. Dès la fin du siècle dernier, la puissance réelle de la bourgeoisie française, relativement à celle de ses rivales, commençait à décliner et correspondait de moins en moins à l'étendue de son empire colonial et au rôle qu'elle voulait continuer à jouer dans la politique mondiale. Si, à la faveur de la victoire de 1918, elle a encore pu maintenir une certaine autorité internationale pendant une dizaine d'années, et connaître à travers une série de crises une expansion économique jusqu'à 1929, la période 1930-

(1) J.-P. Sartre, « Les Temps Modernes », avril 1954, p. 1734. Dans la nouvelle argumentation de Sartre en faveur du stalinisme, une considération fondamentale introduit toutes les autres : la bourgeoisie française laisse la production stagner. Quant à la majorité des autres pays capitalistes, qui font tout ce qu'ils peuvent pour le développer, c'est de l'« abstraction » : moi je suis français, dit Sartre, et m'intéresse à mon pays. L'idée que « son pays » soit une abstraction, et la pire, n'effleure pas la cervelle de ce philosophe.

(2) G. Martinet, dans « France-Observateur » du 30 septembre 1954.

1939 a révélé sa faiblesse irrémédiable. Sa production industrielle, qui n'a jamais pendant cette période pu retrouver le niveau de 1929, était, à la veille de la guerre, inférieure à celui-ci de 20 % ; sa monnaie avait été dévaluée à plusieurs reprises ; sa domination sur les ouvriers n'avait pu être sauvée que grâce à Blum et à Thorez. La guerre de 1939-40 a consommé sa ruine.

Il est impossible d'analyser ici les racines complexes de cette décadence, mais il est indispensable, à cause de leur importance actuelle, de mentionner deux facteurs qui ont joué un rôle déterminant : la politique de la bourgeoisie française face à la paysannerie, la forme particulière qu'a prise la concentration monopolistique en France. Dès le milieu du XIX^e siècle, et surtout depuis 1871, la bourgeoisie française a cherché auprès des campagnes un appui contre le prolétariat urbain. Le contraste que présente à cet égard l'évolution de la France et celle de l'Angleterre est caractéristique. La bourgeoisie anglaise a laissé son agriculture dépérir sous la pression de la concurrence des céréales importées à bas prix ; ce faisant, d'un côté elle obligeait les paysans à venir grossir l'armée industrielle de réserve dans les villes, d'un autre côté elle profitait de la baisse du coût de la nourriture de ses ouvriers et pouvait maintenir des salaires nominaux plus bas qu'il n'eût été autrement possible. La bourgeoisie française, anticipant avec terreur le jour de l'"enfin seuls" en tête à tête avec le prolétariat le plus révolutionnaire de l'époque, s'est rapidement orientée vers une protection intense de son agriculture, maintenant une solide couche de paysans riches et moyens dans la prospérité et le reste de la paysannerie dans les illusions de la petite propriété. En ralentissant ainsi énormément l'exode paysan vers les villes, elle protégeait à court terme sa stabilité sociale et économique ; le maintien d'une agriculture importante garantissait aux produits industriels un débouché plus stable que les marchés d'exportation, la faiblesse du chômage permanent rendait moins graves les fluctuations de l'emploi industriel lors des crises. Mais ces résultats favorables dans l'immédiat devenaient catastrophiques à long terme. La stabilité relative des débouchés ralentissait l'accumulation, la rationalisation de la production et la concentration des entreprises ; l'absence d'une armée industrielle de réserve importante tendait à freiner plus tôt qu'ailleurs les phases d'expansion du cycle industriel. Enfin, la protection de l'agriculture, dans la mesure où elle atteignait son but — maintenir les prix agricoles plus élevés en France que sur le marché mondial — signifiait que, pour un même degré d'ex-

pléation du travail en termes réels, les salaires nominaux et le niveau des prix tendaient à être plus élevés en France qu'à l'étranger, d'où une tendance à la faiblesse compétitive chronique de la production française sur les marchés internationaux (3).

Cette tendance explique le degré de protection particulièrement fort en France pour l'ensemble de la production et aussi, en partie, l'autre phénomène typique du capitalisme français, à savoir que la concentration monopolistique y a pris beaucoup plus la forme de l'organisation des entreprises de chaque secteur en cartels, ententes ou "comptoirs", fixant les prix et éventuellement répartissant les commandes, et beaucoup moins la forme d'une fusion des entreprises (qui va, en général, de pair avec la rationalisation et la réduction des coûts sinon des prix). La concentration très lente des entreprises en France (où le nombre moyen d'ouvriers par établissement industriel est passé de 6 en 1901 à 10 en 1936, les chiffres correspondants pour les Etats-Unis étant de 24 et 56) explique cet état de choses (4). Elle a été accompagnée d'une accumulation faible du capital, les capitalistes étant très peu soumis à la pression de la concurrence et se transformant graduellement en rentiers industriels, tandis qu'une bonne partie des profits était investie à l'étranger, dans des placements qui, souvent, se sont volatilisés par la suite.

Ainsi, la participation de la France à la production industrielle mondiale tombait de 10,3 % en 1870 à 6,4 % en 1913, 4,5 % en 1936-38 et 3,3 % en 1952, tandis que les exportations françaises qui représentaient 10,9 % des exportations mondiales en 1876-80, n'en représentaient plus que 7 % en 1911-13 et 4,1 % en 1936-38 (5).

(3) Dans la mesure où la protection agricole vise à assurer à l'agriculture un revenu supérieur en termes réels à celui qui correspond à sa productivité comparée à la productivité des pays exportateurs de produits agricoles, l'équilibre des échanges extérieurs ne peut être réalisé que si le capitalisme français peut reprendre ce qu'il perd sur son agriculture à quelque autre — et notamment au prolétariat industriel. Avec une agriculture importante et peu productive, la force concurrentielle de l'industrie française sur les marchés internationaux ne peut être maintenue que si les salaires réels sont plus bas pour la même productivité du travail industriel. Dans la mesure où le prolétariat n'accepte pas ce niveau de salaires, le problème est insoluble.

(4) V. l'article de Mme Cahen : « La concentration des établissements en France de 1896 à 1936 » (Etudes et conjoncture, sept. 1954, p. 840 et s., spécialement p. 856-7 et 874) pour la France, et le « Statistical Abstract of the United States » de 1951 (p. 739) pour les Etats-Unis.

(5) V. « Industrialisation et commerce extérieur », S.D.N., Genève 1946, p. 14 et 187-197. Le pourcentage de la production industrielle française par rapport à la production industrielle mondiale en 1952 a été calculé par nous à partir des indices publiés dans le « Bulletin mensuel de statistiques » des Nations Unies (New-York, octobre 1953, p. XV et 21).

L'effondrement de 1939-40 a été le résultat logique de cette évolution ; et la "victoire" de 1945, loin de résoudre quoique ce soit, a placé le capitalisme français devant les problèmes les plus difficiles qui se soient jamais posés à une classe dominante, et ceci à un moment où l'appareil de direction et de domination de la bourgeoisie, l'Etat et les partis politiques, était complètement décomposé et pratiquement sans emprise sur un société en révolte contre le système capitaliste.

On connaît la situation de la bourgeoisie française à l'issue de la guerre : ses installations productives à moitié détruites, son empire colonial craquant de tous les côtés, son prolétariat ne pouvant être maintenu dans les cadres sociaux existants que grâce au parti stalinien, ses prétentions de maintenir la place et les prérogatives d'une "grande puissance" victorieuse réduites à néant par l'inexistence de tout potentiel militaire et économique.

Théoriquement, tous ces problèmes comportaient leur solution : sur le plan économique la reconstruction — c'est-à-dire l'accumulation du capital à un rythme accéléré — impliquait d'un côté une réduction des salaires réels — qui a bien eu lieu en fin de compte — et d'un autre côté l'orientation rationnelle des investissements et la limitation de toutes les formes de consommation improductive. Sur le plan colonial, il s'agissait de comprendre que l'écrasement de la puissance économique et militaire du capitalisme français et le réveil des peuples coloniaux ne permettaient plus dans certains endroits — Indochine — le maintien de la domination française, ou qu'ils imposaient dans d'autres — Afrique du Nord — des concessions importantes afin d'éviter de tout perdre. Une certaine influence sur le plan international n'aurait pu être regagnée qu'en fonction de l'ampleur de la reconstruction économique et de l'abandon des parties irrécupérables de l'ancien empire colonial.

Ces solutions ne restèrent pas théoriques parce qu'irrécupérables en soi. Dans d'autres pays, elles ont été réalisées, et précisément après cette guerre-ci : le capitalisme anglais a su, sur le plan colonial, maintenir la souplesse nécessaire pour éviter de tout perdre, de même que, par des voies différentes, la même Angleterre, la Belgique ou l'Italie ont pu réaliser leur reconstruction à moindres frais. Mais il manquait à la bourgeoisie française les conditions sociales et politiques de leur réalisation. Dans sa fraction quantitativement et qualitativement la plus importante, le prolétariat français était sous le contrôle du parti stalinien, et celui-ci, loin de mettre par-dessus tout la défense de l'ordre établi, avait ses propres objectifs, par rap-

port auxquels la collaboration avec la bourgeoisie sur le dos des ouvriers ne représentait qu'une tactique transitoire. La "paix sociale" devait être achetée au prix d'un condominium avec le P.C. à la durée et à l'issue incertaines. D'autant plus incertaines, que face au monolithisme du parti stalinien appuyé par Moscou, l'appareil politique et étatique de la bourgeoisie française présentait une incohérence et un effritement sans précédent.

Le morcellement du personnel politique bourgeois en France est un phénomène ancien. A l'opposé des autres grands pays capitalistes, la France n'a pas, de longue date, connu un grand parti bourgeois, homogène et discipliné. Mais sous la Troisième République, la fragmentation des organisations politiques de la bourgeoisie (ou la friabilité de celles qui existaient en nom), si elle s'est reflétée dans des changements presque trimestriels de gouvernement, n'a pas empêché la poursuite d'une politique relativement cohérente. Les querelles quasi professionnelles du personnel politique n'affectaient pas la solution des problèmes essentiels pour le capitalisme français. Celle-ci paraissait et était à cette époque relativement claire, n'impliquait que rarement une limitation des intérêts de tel ou tel groupe capitaliste au nom des intérêts généraux du système, et laissait une marge confortable aux querelles et à la démagogie des agences électorales de la bourgeoisie. Rien de tout cela ne subsistait après la guerre. Des problèmes de tous ordres se posaient à une échelle inconnue auparavant, et les moyens d'y faire face faisaient cruellement défaut ; la puissance du parti stalinien rendait extrêmement difficile l'application de toute politique à laquelle celui-ci ne se rallierait pas, c'est-à-dire dans laquelle il ne verrait pas son propre intérêt ; il s'agissait donc de ménager la chèvre et le chou. Une solution correcte des problèmes bourgeois, même supposant qu'elle put être trouvée, aurait donc consisté nécessairement à une danse sur la corde raide et n'aurait pu être appliquée que si la bourgeoisie était capable de se créer l'organe unitaire d'élaboration et d'application d'une politique, s'imposer à elle-même une discipline totale et même des "sacrifices", écraser impitoyablement toute tendance d'un groupe bourgeois quelconque de faire passer ses propres intérêts avant les intérêts généraux de la conservation du capitalisme.

Or, dans les conditions de décomposition sociale et politique résultant de la défaite et de l'occupation, de division au sein de la bourgeoisie, de banqueroute de la majorité de son personnel politique, de dérèglement des mécanismes normaux de l'économie capitaliste un tel organe ne pouvait surgir *ex nihilo*

ni après quelques jours, ni après quelques mois. La solution extrême, qui serait la suppression du parlementarisme, était exclue aussi bien sous la forme du fascisme — la naissance d'une idéologie fasciste étant à ce moment impossible — que sous la forme d'un coup d'Etat bonapartiste, qui ne pourrait s'appuyer sur un appareil étatique en dislocation ; dans les deux cas d'ailleurs cette « solution » n'aurait fait que déclencher une guerre civile, grosse à son tour d'une guerre internationale.

Ainsi, la bourgeoisie n'a pu gouverner que par le moyen de quatre ou cinq partis et deux fois autant de groupes et d'intergroupes parlementaires, dont l'existence était liée à la fois à des coalitions d'intérêts particuliers au sein de la bourgeoisie elle-même, et à une démagogie adressée à des catégories spécifiques de la population, économiques, professionnelles ou idéologiques. Aux débris des partis d'avant-guerre — socialistes, radicaux ou modérés — sont venues s'ajouter des formations qui ont essayé de rénover la miteuse idéologie bourgeoise libérale à l'aide d'oripeaux religieux (M.R.P.) ou nationaux (R.P.F.) mais toujours bien entendu sur le fond "social" imposé par l'époque.

Il en a résulté une instabilité et une incohérence politiques qui auraient été graves même en temps normaux, mais qui, dans les circonstances données ont été catastrophiques. Car, même lorsqu'elle a réussi, grâce aux contradictions internes de la politique du parti stalinien, à se débarrasser de celui-ci (1947), et lorsque l'usure croissante de l'emprise active (en tant qu'elle se distingue de l'emprise électorale), du stalinisme sur le prolétariat a enlevé à l'action du P.C. toute efficacité immédiate (à partir de 1948), la bourgeoisie n'a pu ni trouver ni appliquer la politique qui l'aurait faite sortir de sa crise. Si elle a pu imposer à la classe ouvrière la réduction des salaires réels nécessaire pour réaliser la reconstruction de son capital, cette reconstruction s'est effectuée au milieu d'un gaspillage immense, accompagné d'une inflation permanente et de dévaluations successives, malgré les quantités importantes de dollars reçues des Etats-Unis. Incapable de s'imposer une discipline "dirigiste", comme la bourgeoisie anglaise, ou "libérale", comme la bourgeoisie belge ou italienne, elle a laissé ses membres se remplir les poches aux dépens des intérêts généraux de leur propre classe ; elle est presque arrivée à transformer l'exploitation capitaliste de la France en un système de pillage à court terme de l'économie par des groupes d'intérêts auxquels sont inféodés des "lobbies" politiques contrôlant chacun un secteur de l'appareil étatique. Tout cela ne

se passe plus seulement dans la coulisse : il est impossible d'énumérer les mesures "légalées" qui accordent des subventions, des exemptions, des privilèges et des protections spéciales à tel ou tel autre groupe de capitalistes ou à tous globalement.

C'est cette situation qui a déterminé, tout au moins au début, la politique coloniale de la bourgeoisie. L'affaire d'Indochine, cet engrenage dans lequel le capitalisme français a laissé sa chance de récupérer une certaine puissance internationale après la guerre, a été dès le départ une entreprise sans espoir que la fraction du capital français ayant des intérêts au Vietnam, soutenue par un essaim d'affairistes, de contrebandiers au sens du Code Pénal, et de politiciens véreux, a pu imposer, malgré ce qu'il pouvait en coûter au capitalisme français dans son ensemble. Ce ne fut que beaucoup plus tard que la continuation de la guerre d'Indochine fut dictée par l'impérialisme américain, dans le cadre de sa lutte contre l'extension du stalinisme en Asie. L'essence de la politique appliquée en Afrique du Nord n'a pas été différente, où ce que pourrait par le moyen de concessions préserver le capitalisme français dans son ensemble a été mis en péril par l'intransigeance des groupes ayant des intérêts sur place et n'en voulant rien céder.

L'interaction de ces deux problèmes, l'économique et le colonial, est évidente. Egalement évidente est la détérioration de la situation du capitalisme français sur le plan des rapports de force internationaux qui résulta de son incapacité à mettre dans son économie un ordre quelconque et à liquider à temps l'expédition coloniale la plus coûteuse et la plus absurde de son histoire. Incapable de résoudre ses propres problèmes, il s'enfonça dans la vassalisation vis-à-vis des Américains, les dollars mendifiés à Washington bouchant péniblement les trous creusés dans le budget et la balance des paiements extérieurs par la guerre d'Indochine, le gaspillage, la fraude et le maintien de taux de profit excessifs. Ce faisant, non seulement il accumulait le mépris compréhensible des Américains pour le valet nécessaire, mais il faisait voir à ceux-ci qu'ils n'avaient pas grand-chose à en attendre dans leurs plans militaires et les amenait à miser sur la restauration de la puissance allemande comme « bouclier de l'Europe ». Ainsi, le capitalisme français provoquait pour une large part lui-même son remplacement par son ennemi traditionnel, l'Allemagne, à la place du troisième grand de la coalition atlantique. Ses politiciens ont cru pouvoir échapper à ce danger en proposant un mécanisme — la C.E.D. — destiné à "contrôler" l'Allemagne par la France ; en fait, étant donné le rapport des forces réel

entre les deux nations, la C.E.D. risquait d'aboutir au contrôle de la France par l'Allemagne. S'étant aperçus de leur bévue, ils n'ont pas osé demander à leur Parlement la ratification du traité qu'ils avaient signé et se sont cantonnés dans une inaction chaque jour plus intenable, face aux menaces et au chantage des Américains.

Le gouvernement Laniel a marqué l'apogée de l'incohérence et de l'inaction caractéristiques de tous les gouvernements depuis 1945. Il commença par dresser contre lui l'ensemble des salariés du secteur public en voulant réaliser des ridicules "économies" sur leur dos alors que, sans parler même des dépenses militaires, les subventions, privilèges et fraudes de toutes sortes dont profitent les capitalistes se chiffrent par centaines de milliards dans le budget. S'étant brûlé les doigts dans cette première tentative, il s'est borné désormais à jouer la mouche du coche économique, Edgar Faure ayant présenté sous forme de « plan de relance de l'économie » ce qui était en train de se passer (comme l'autre grand homme de la bourgeoisie, Pinay, s'est vigoureusement attaqué à la hausse des prix trois mois après que celle-ci se fut arrêté d'elle-même). Sa seule initiative fut d'accorder une légère augmentation du salaire minimum, afin d'éviter l'éclatement de grèves dont celles d'août 1953 avaient donné l'avant-goût. S'étant engagé à faire ratifier la C.E.D. par le Parlement, le gouvernement n'a pas osé pendant un an présenter ce traité au vote. Il a laissé en Afrique du Nord le conflit entre les populations et l'administration française prendre une forme chaque jour plus grave, sans oser ni recourir à la répression totale ni faire des concessions. Assistant jour après jour à la dislocation des positions militaires françaises en Indochine, il en a su profiter pour extorquer quelques dollars supplémentaires aux Américains, mais s'est voilé la face jusqu'à la dernière minute devant le dilemme : se retirer du Vietnam sous une forme ou une autre ou s'engager à fond dans la guerre. Lorsqu'il a accepté la "négociation" avec le Vietnam, il s'y est présenté avec des prétentions et des exigences sans rapport avec sa force réelle. L'armistice ne pouvant pas être conclu sur cette base utopique, il a voulu entraîner les Américains à une intervention active à Dien Bien Phu, allant ainsi au-devant d'une généralisation du conflit avec une légèreté criminelle du point de vue des intérêts du capitalisme français et partagé, d'ailleurs, par le clan Radford aux Etats-Unis ; il a fallu l'intervention *in extremis* des Anglais pour sauver le bloc occidental d'une aventure folle qui pouvait facilement tourner à la catastrophe.

obligé dans certains domaines de parer au plus pressé, ne peut y agir que par amputation, par des abandons totaux ou partiels et que dans les autres, il n'est capable de procéder que par des mesures mineures qui n'atteignent pas la structure décadente du capitalisme français.

Le caractère de la « solution » donnée en Indochine est clair. Il s'agit, en fait, d'une solution de capitulation totale, simplement masquée par l'existence de l'Etat « indépendant » du Sud-Vietnam. Les restes des intérêts et de l'influence du capitalisme français en Indochine ont été en pratique sacrifiés. D'un autre côté, l'accord avec le Vietnam laisse en suspens le sort futur du pays ; les élections prévues pour 1956, si elles se faisaient, livreraient certainement l'ensemble du Vietnam à Ho Chi Minh et pour cette très bonne raison elles ne se feront pas plus qu'en Corée. Pas plus qu'en Corée, un « assainissement » du régime du Sud-Vietnam n'est concevable, et, encore moins qu'en Corée ou en Allemagne, le maintien indéfini de la situation actuelle ne représente une « solution ». L'Indochine reste un foyer d'incendie qui couve, non seulement à cause de la division artificielle du pays en deux — cet artificiel est devenu naturel à l'époque actuelle — mais parce que le régime du Sud-Vietnam est totalement inconsistant. La décomposition des couches privilégiées locales est telle que non seulement il est impossible, avec ou sans le soutien des impérialistes français et américains, de mettre sur pied un régime parlementaire, comme en Allemagne occidentale, mais qu'il est même très difficile d'y maintenir une dictature efficace au moins sur le plan policier, comme en Corée du Sud (6). Il est d'ailleurs important de noter que cette capitulation totale du capitalisme français n'en est pas une pour

(6) La comparaison avec l'Allemagne permet de voir une des raisons les plus importantes de la faiblesse de régimes comme celui de Syngman Rhee ou de Bao-Dai. Une des forces de l'idéologie bureaucratique est l'appel au développement de la production, l'industrialisation, etc. Par définition, cet aspect n'est efficace que dans les pays arriérés ou ceux parmi les pays capitalistes dont la décadence a arrêté le développement économique (France). On peut expliquer pour un temps au paysan chinois qu'il est peut-être tout aussi misérable qu'au paravant, mais que maintenant on construit des usines et des routes. Mais c'est là une chose impossible à faire admettre à l'ouvrier allemand : exploiter pour construire des usines et encore des usines, c'est ce que ses patrons ont fait depuis des siècles, il n'y voit rien de nouveau. Toutes choses égales d'ailleurs, le stalinisme aura donc beaucoup plus d'attrait et de force dans le cas d'un pays arriéré, qu'effectivement il transforme, y jouant le « rôle historique » que la bourgeoisie tardive a été incapable de remplir, que dans le cas d'un pays, où ce rôle a été réalisé et continué à l'être. Dans le cas du partage d'un pays, on comprend que la comparaison du développement des deux moitiés renforce le parti stalinien en Corée du Sud ou dans le Sud-Vietnam, et qu'elle soit totalement dénuée de signification pour l'ouvrier de la Ruhr. Le Vietnam est appelé de ce fait à une influence accrue dans le Sud-Vietnam, contre laquelle Bao Dai et ses marionnettes sont organiquement incapables de lutter.

La chute de Dien Bien Phu, en conjonction avec l'impasse de la conférence de Genève, a brusquement réveillé les parlementaires. Ils ont été forcés de se rendre compte que les problèmes ne pouvaient plus être ajournés indéfiniment, qu'en ne voulant rien céder on était en train de tout perdre, et, le plus grave, que leur propre sort était désormais en jeu. Il fallait essayer de transformer la banqueroute en liquidation judiciaire et il était adroit de charger de celle-ci quelqu'un de « neuf », préservant ainsi le personnel « consulaire » de la IV^e République de la nécessité de prendre des mesures désagréables et se réservant, le cas échéant, la possibilité de présenter comme un fossoyeur celui qui aurait fait régler l'addition.

Ainsi, Mendès-France est venu au pouvoir porté par le vide de l'espace politique, les forces qui avaient dominé la scène jusqu'alors, usées, corrompues, effrayées, ayant dû implicitement reconnaître leur faillite et se retirer provisoirement avant que l'édifice ne s'écroule sur elles.

Mais au-delà de la déconfiture des politiciens, la constitution du gouvernement actuel a exprimé quelque chose de plus profond : la prise de conscience de la grande bourgeoisie qu'il était impossible de continuer dans la même ornière, que des concessions devaient être faites dans le domaine colonial, qu'une certaine rationalisation de l'économie était inévitable sous peine d'un écroulement total du système, qu'en même temps on pouvait essayer de limiter l'emprise des Américains sur la conduite des affaires françaises. La conscience du besoin d'un rafistolage et les velléités d'indépendance avaient fait un bout de chemin depuis un an chez la bourgeoisie. Celle-ci a beau être définitivement inféodée aux Américains sous tous les aspects importants, elle essaie naturellement — de même par exemple que la bourgeoisie anglaise — de limiter leur domination chaque fois qu'elle va directement à l'encontre de ses intérêts. Le nouveau dans la situation a été de reconnaître qu'une certaine limitation effective de la domination américaine ne pourrait avoir lieu que dans la mesure où la bourgeoisie française accepterait elle-même une dose de discipline et certains « sacrifices ».

C'est là en fin de compte la « mission » du gouvernement Mendès-France : prendre les mesures de rationalisation devenues indispensables et les faire accepter à la fois par l'ensemble de la bourgeoisie et par le reste de la population ; appuyé sur cette mise en ordre, réduire le degré de l'emprise américaine sur le capitalisme français. Mais ce qui montre précisément les limites de cette action est que le gouvernement,

l'impérialisme américain ; celui-ci a préservé ce qui l'intéressait principalement dans l'affaire indochinoise — le territoire du Sud-Vietnam pouvant être utilisé comme base au cas d'une guerre en Extrême-Orient.

Egalement clair est le caractère des « solutions » données en Afrique du Nord. En Tunisie, sous la pression d'une agitation et d'une guérilla croissantes, qui risquaient de tourner à la guerre tout court, Mendès-France a été obligé pour sauver l'essentiel — à savoir les intérêts économiques et militaires de l'impérialisme français — de céder une partie du contrôle politique du pays à la bourgeoisie locale, espérant que celle-ci serait obligée de s'appuyer sur lui chaque fois que le mouvement des masses risquerait de poser le problème sur un plan plus radical. Là encore, les problèmes essentiels ne sont pas en fait réglés et ne le seront pas avec l'« autonomie interne ».

Au Maroc rien n'a pu être fait, tellement la situation y est inextricable ; l'absence d'une bourgeoisie locale sur laquelle le capitalisme français pourrait pour un temps s'appuyer, comme en Tunisie, rend impossibles des concessions sauvegardant ses intérêts, et il est improbable que les quelques miettes jetées par ailleurs à la population puissent contenir longtemps sa lutte contre la domination française.

Relativement à la C.E.D. et au réarmement allemand, la tâche du gouvernement Mendès-France était de tirer aux moindres frais le capitalisme français du guépier où il était allé se fourrer lui-même. Au-delà de la stupide mythologie de la construction de l'Europe et de la supranationalité, l'essence du problème allemand est claire : non seulement le réarmement allemand est inévitable, parce que fermement décidé par les Américains, mais, au-delà de la question du réarmement, le retour de l'Allemagne à la place que sa puissance lui confère dans le bloc occidental. Autrement dit, il s'agit de consacrer ouvertement le recul de la France et l'accès de l'Allemagne à la place du « Troisième Grand » du bloc atlantique. Il s'agit de reconnaître la réalité qui résulte du rapport effectif des forces des deux capitalismes rivaux, et cela ramène à ses véritables proportions la ridicule « tragédie » de la C.E.D. Car ce rapport de forces pouvait être quelque temps masqué ou limité dans son expression par des artifices juridiques, mais non pas altéré dans son essence par des chiffons de papier.

La question s'est posée, on le sait, dès 1950, et en fait la bourgeoisie française n'a jamais pu arriver à une solution acceptable par tous ses éléments. La solution idéale pour le

capitalisme français eût été la réunification et la neutralisation de l'Allemagne ; garantie par les Américains, celle-ci permettrait à la France de continuer à jouer le rôle de principale puissance militaire du continent. Mais cette solution est absolument inacceptable pour les trois principaux intéressés : les Russes, qui n'abandonneront jamais pacifiquement leur zone ; les Américains, qui non seulement comptent sur les divisions allemandes mais ne désirent nullement laisser à portée des Russes ce gage extraordinaire que serait une Allemagne unifiée et désarmée ; en fin de compte, les Allemands qui aspirent à occuper au sein du bloc atlantique la place qui correspond à leur force.

La C.E.D. a été présentée par les politiciens français qui l'ont inventée comme un moindre mal, par les « limites » qu'elle posait au réarmement allemand, par la prépondérance qu'elle octroyait à la France (nombre de voix supérieur accordé à la France par rapport à l'Allemagne décollant du nombre respectif de divisions, non participation directe de l'Allemagne au Pacte Atlantique, espoir laissé à la France de pouvoir manœuvrer l'Allemagne en s'appuyant sur les quatre autres pays), enfin par les avantages accordés à la France sur la question sarroise. Mais en réalité, les possibilités effectives d'un contrôle de l'Allemagne à travers le mécanisme de la C.E.D. ont été dès le départ infimes. Et la lutte qui opposait parmi les politiciens bourgeois partisans et adversaires de la C.E.D. reflétait aussi bien une différence d'appréciation de ces possibilités, que les oppositions plus profondes entre secteurs ou groupes d'entreprises capitalistes « bien placés », qui voyaient avec appétit un élargissement de leur marché aux six pays, et les « mal placés » qui craignaient la concurrence allemande et le démantèlement graduel du système de protection qui entoure la production française. D'autres facteurs sont venus se greffer là-dessus, comme par exemple les perspectives qu'ouvrait à la clique catholique du M.R.P. la domination démochrétienne probable du parlement « européen ».

Le déplacement des forces au sein de la bourgeoisie française et de ses politiciens de 1951 à 1954 a favorisé de plus en plus les adversaires de la C.E.D. La raison véritable n'en a pas été la découverte soudaine par le général Koenig des méfaits du militarisme ou par M. Daladier des possibilités de coexistence pacifique avec la Russie, mais le développement relatif de la situation du capitalisme français et allemand. Tandis que le premier piétinait dans sa crise pendant ces trois années, le second connaissait une expansion extraordinaire, développait sa production industrielle de 26 % et ses exportations

de 55 % (7). Il devenait de plus en plus clair que le mécanisme de la C.E.D. servirait objectivement beaucoup plus à soumettre le capitalisme français à l'Allemagne, qu'à faire contrôler celle-ci par celui-là.

C'est fondamentalement ce raisonnement — renforcé par les résultats de la conférence de Bruxelles, où Adenauer a montré qu'il se savait le maître de la situation — qui a conduit au rejet de la C.E.D. Celui-ci évidemment ne réglait rien en soi, sauf qu'il évitait dans l'immédiat au capitalisme français le pire, à savoir la perte de nouvelles parcelles de son indépendance. Mais l'Allemagne ayant tous les atouts réels en main devait obligatoirement imposer sa solution, malgré les stupides jubilations des journalistes français parlant de la "gaffe" d'Adenauer à Bruxelles. Les astuces de Mendès-France (8) n'ont pu empêcher que les accords de Londres octroient à l'Allemagne beaucoup plus qu'elle n'avait obtenu avec la C.E.D. (Wehrmacht indépendante, moindre limitation des fabrications d'armements, participation au Pacte Atlantique, remise sur le tapis du problème sarrois). L'essentiel de ce que la bourgeoisie française avait voulu éviter par le moyen de la C.E.D. est maintenant réalisé, et ce n'est pas l'engagement anglais de maintenir quatre divisions en Allemagne (qui auraient été maintenues de toute façon) ni le fantomatique contrôle à exercer sur les armées européennes dans le cadre du pacte de Bruxelles qui y changent quoi que ce soit d'essentiel.

Le problème qui servira de test au degré de décomposition de la bourgeoisie française est le problème économique. Laissons de côté la rhétorique de Mendès-France sur l'objectif consistant à faire de l'économie française « l'économie d'une grande nation moderne ». C'est là une tâche qui dépasse et la durée et les moyens d'action d'un gouvernement capitaliste parlementaire et dont un tel gouvernement peut seulement aider la réalisation si les facteurs essentiels en sont donnés par ailleurs.

En réalité, il y a trois tâches précises qui se posent actuellement au gouvernement. La première est d'éviter l'explosion

(7) Chiffres résultant de la comparaison des premiers semestres de 1951 et 1954.

(8) L'« intelligence » de celui-ci n'est pas en cause, même compte tenu de l'avachissement des critères résultant de la succession de Pinay, Laniel, etc., au pouvoir. Mais une situation historique comme celle du capitalisme décadent fait que, dans le domaine de l'action, l'« intelligence » ne peut conduire tout au plus qu'à des astuces, car les conditions d'une création politique ne sont pas objectivement données pour un politicien bourgeois. La différence avec Bidault est que celui-ci fera des gaffes quelle que soit la situation historique.

de luttes revendicatives des salariés, sur lesquels l'emprise syndicale est de moins en moins efficace. La deuxième est de restaurer la solvabilité du capitalisme français vis-à-vis de l'étranger. La troisième, de rationaliser le fonctionnement du système d'exploitation et en particulier de limiter dans l'intérêt général du capitalisme les privilèges abusifs de certains groupes.

La création d'un « bon climat social » était le résultat visé par les promesses concernant la révision périodique des salaires en fonction du niveau de la production et des prix. Or, les mesures prises en octobre montrent qu'il s'agit d'une mystification, et que Mendès-France ne fait rien de plus que ce que Laniel et Faure avaient fait au début de l'année — en réalité moins. Tout d'abord, l'augmentation accordée ne concerne que le salaire minimum mensuel (porté au chiffre ridicule de 24.300 francs) tout comme la précédente. Cette dernière représentait une augmentation nominale de 15 % ; compte tenu de la hausse du coût de la vie entre septembre 1951 — date où le minimum légal avait été fixé à 100 francs l'heure — et décembre 1953, elle équivalait à une augmentation de 7,5 % du salaire minimum réel. Du deuxième trimestre 1952 au quatrième trimestre 1953, la production industrielle avait augmenté de 1,5 %, le total des heures-ouvriers effectués avait diminué de 3 %, le rendement horaire des ouvriers augmenté de 5 %. L'augmentation en termes réels du salaire minimum accordée en janvier 1954 était quelque peu supérieure à l'augmentation de la productivité du travail pendant la période considérée — ce qui n'était évidemment qu'une goutte par rapport à l'énorme réduction des salaires réels qui avait eu lieu depuis l'avant-guerre. Mais du quatrième trimestre 1953 au deuxième trimestre 1954, la production industrielle a augmenté de 9 %, le total des heures-ouvriers effectués n'a guère varié (+0,3 %), le rendement horaire des ouvriers a donc augmenté d'environ 9 % également ; en conclusion de quoi Mendès-France, président d'un gouvernement « des travailleurs » (9), a bien voulu augmenter le salaire minimum de 5,6 % (l'augmentation en termes réels est même quelque peu moindre, en raison d'une légère hausse du coût de la vie depuis décembre 1953). (10) En deuxième lieu, la révision du

(9) Discours de Mendès-France à Louviers le 10 octobre.

(10) Voici les indices, tels qu'ils résultent du Bulletin Mensuel de l'INSEE, pour le deuxième trimestre 1951 (avant la fixation du salaire minimum), le quatrième trimestre 1953 (avant l'augmentation de ce salaire par Faure) et le deuxième trimestre 1954 (avant la « révision » Mendès-France) :

Production industrielle	144	147	159
Heures-ouvriers	131,2	127,6	127,8
Rendement par heure-ouvrier	109,8	115,2	124,4
Coût de la vie à Paris	128,1	141,5	143,5

salaires minimum ne concerne qu'une minorité des salariés ; pour les autres, les répercussions de l'augmentation seront proportionnellement moindres que celle-ci, si même elles ont lieu. Quant à l'appel à la conclusion de conventions collectives, les ouvriers n'avaient pas besoin du gouvernement pour y penser. Mais ils savent que le contenu de celles-ci ne dépend que de leur propre combativité et de leur capacité d'imposer au patronat et aux syndicats des concessions par la force.

Ainsi, les promesses de Mendès-France sur la liaison des salaires avec la production se sont révélées, comme il fallait s'y attendre, de la simple démagogie. Même en supposant d'ailleurs que le gouvernement les eût tenues, ou qu'il le fasse dans l'avenir, la mystification en serait à peine moins grande. Le salaire réel horaire moyen dans l'industrie est actuellement de 15 ou 30 % inférieur à celui de 1938 (selon qu'on tient ou non compte des cotisations patronales à la Sécurité sociale), et ce bien que le rendement du travail ait augmenté d'au moins 20 % (11). Il y a eu donc une énorme redistribution du revenu national en faveur du capital et au détriment du travail depuis la guerre. En liant les augmentations futures de salaire à l'accroissement de la production, une révision périodique des salaires même "honnête" ne ferait que ratifier définitivement l'immense spoliation des ouvriers et l'annulation des conquêtes de 1936 que la bourgeoisie française, avec la complicité des staliniciens, a pu commettre depuis 1945 sous le prétexte de la "reconstruction".

La deuxième tâche est la restauration de la solvabilité du capitalisme français vis-à-vis de l'étranger. La situation actuelle de l'économie française est meilleure qu'elle ne l'a jamais été depuis vingt-cinq ans. Les prix sont stables depuis deux ans et demi, la recession de 1952-53 a été surmontée et, depuis ce printemps, la production industrielle dépasse tous ses records, la récolte de cet été (à l'opposé de ce qui s'est passé dans la plupart des autres pays) a été très bonne, la productivité du

(11) Pour éviter de longues discussions statistiques, il suffit de citer le rapport de la Commission des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale ("Le Monde", du 31 août 1954) : « Même si l'on tient compte de tous les avantages sociaux et de l'allongement de la durée du travail, il n'est pas certain que le pouvoir d'achat du salaire moyen ait retrouvé son niveau d'avant guerre ». Supposons que cela soit certain. Si le salaire total de l'ouvrier est le même maintenant, avec une semaine moyenne de travail de 44,5 heures, qu'en 1938, où cette semaine était de 38,8 heures, le salaire réel horaire actuel est égal à 38,8/44,5, soit 87 % de celui de 1938, ceci en y incluant les « avantages sociaux ». Si l'on exclue ceux-ci, il ne représente plus que 72 % de celui d'avant guerre (les « charges annexes du salaire » sont passées de 15 % à 40 % du salaire direct de 1938 à maintenant). D'un autre côté, de 1938 au premier semestre 1954 la production industrielle (bâtiment exclu) augmentait de 55 % ; le total des heures-ouvriers effectués de 27,5 %, donc le rendement par heure-ouvrier de 21 % (chiffres calculés d'après le Bulletin Mensuel de l'INSEE, août 1954).

travail dans l'industrie s'accroît rapidement tandis que les syndicats réussissent à faire taire aux ouvriers leurs revendications. La tache noire au tableau est le déficit des paiements extérieurs. Malgré une augmentation importante des exportations, ce déficit reste encore élevé et n'est couvert que grâce à l'"aide" reçue des Etats-Unis (de l'ordre d'un milliard de dollars par an). Or, d'un côté, cette aide doit diminuer rapidement à la suite de l'arrêt de la guerre d'Indochine et de la diminution des commandes d'armement passées pour le compte des Etats-Unis à l'industrie française. D'un autre côté, le déficit n'est actuellement ce qu'il est que par l'action d'une série de facteurs qui doivent disparaître plus ou moins rapidement : les subventions accordées par l'Etat aux exportations, le maintien quasi-intégral des restrictions quantitatives à l'importation. Le gouvernement sera obligé d'abroger en grande partie ces dernières, non pas par foi au libéralisme, mais parce qu'il risque de s'attirer des représailles qui peuvent lui coûter cher (12). Il n'est même pas certain qu'il pourra maintenir les subventions à l'exportation. De toute façon, l'abolition des restrictions quantitatives aurait à la fois le résultat d'accroître les importations, donc le déficit extérieur, et de créer une crise pour des nombreuses industries ou entreprises françaises qui ne peuvent, au taux actuel du change, supporter la concurrence internationale.

L'issue technique est la dévaluation. Il est probable qu'à 400 ou 420 francs le dollar, l'économie française pourrait équilibrer ses comptes extérieurs. Cependant une dévaluation n'est pas simplement une manipulation monétaire ; elle comporte un aspect réel car un déficit extérieur signifie que l'économie considérée dépense à l'étranger plus qu'elle n'en gagne. La suppression du déficit par une dévaluation signifie que désormais elle devra donner davantage, recevoir moins, ou les deux à la fois. Si la production nationale ne peut pas augmenter à court terme, et dans les directions voulues (ce qui semble bien être le cas actuel de la France), l'équilibre ne peut être atteint que par un sacrifice réel, par le fait que l'économie en question renoncera à une partie de ses dépenses totales, correspondant à ce déficit. Cela revient toujours en pratique à limiter la consommation des salariés, la hausse des prix intérieurs faisant normalement suite à la dévaluation n'étant qu'en partie compensée par les augmentations de salaire. Le succès de la dévaluation (c'est-à-dire le fait que tous les prix et les coûts

(12) Une des raisons du développement des exportations françaises pendant les deux dernières années est que les autres pays, capitalisés européens, ont aboli pour l'essentiel leurs restrictions quantitatives à l'importation.

intérieurs ne se retrouvent pas après l'opération exactement au même niveau, en termes de monnaie étrangère, qu'auparavant) présume donc que la classe ouvrière accepte la réduction du salaire réel qui en résulte. Cette acceptation dépend le son tour d'une foule de facteurs, qui dépassent évidemment le plan économique. Actuellement en France il paraît difficile que le prolétariat ne réagisse pas à une réduction de son salaire réel de l'ordre de 3 à 5 % qu'exigerait probablement le "succès" de la dévaluation. Le gouvernement Mendès-France, avec sa relative "popularité", serait le mieux désigné pour faire avaler cette réduction aux ouvriers.

Le troisième problème qui se pose au gouvernement, la limitation des privilèges des divers groupes capitalistes dans l'intérêt de l'ensemble du système, est beaucoup plus complexe et présente plusieurs aspects.

Tout d'abord, les privilèges au sens strict, par quoi le budget de l'Etat devient la source des profits de certains groupes, profits qui eussent été impossibles dans un fonctionnement normal de l'économie capitaliste. L'exemple typique (mais nullement unique) est celui des betteraviers. Il y a peu à dire sur ce cas, car tout ici dépend du rapport des forces entre les divers groupes privilégiés et entre leurs agents politiques et parlementaires. Les garanties que leur donne Mendès-France en procédant par étapes et en continuant à faire supporter par le budget les frais des opérations d'"assainissement" sont subtiles, mais même de cette façon il n'est pas exclu qu'il soit renversé sur une question de cette nature.

Ensuite, le système de protection de l'industrie française dans son ensemble, assurée maintenant par des droits de douane particulièrement élevés et par les restrictions quantitatives à l'importation, et complétée sur le plan intérieur par la cartellisation de presque tous les secteurs de la production. On a vu que le capitalisme français est actuellement obligé d'accepter une diminution de ce degré de protection, et en particulier de supprimer l'essentiel des restrictions quantitatives. Ceci met en question les profits et dans certains cas l'existence des entreprises les moins modernes, même si la libération de l'ordre qu'on a envisagé plus haut. Pour les grandes entreprises, le choc ne sera pas trop fort. Elles ont en général profité des années d'après guerre pour étendre leur capacité de production, moderniser et rationaliser leurs procédés de fabrication; même si elles n'augmentaient pas le volume de leurs ventes, les baisses de coût unitaire qu'elles réalisaient ainsi se traduisaient pour elles par des profits unitaires en augmentation. Si les

importations étaient libérées et les entreprises peu productives éliminées, les ventes de celles-ci seraient partagées entre les importations et les grandes entreprises françaises, qui pourraient compenser par une extension de leur chiffre d'affaires les légères baisses de prix résultant éventuellement d'un certain degré de concurrence étrangère.

Dans ce domaine aussi la politique de Mendès-France vise à adoucir la transition et à limiter au minimum les pertes que les capitalistes les plus mal placés pourraient subir. Le « Fonds de reconversion » institué par le gouvernement met en somme à la charge du budget — c'est-à-dire de la population dans son ensemble — les frais de sauvetage des capitalistes qui en sont indignes d'après la loi même de leur système et qui auraient dû être éliminés purement et simplement. Dans la plupart des cas, d'ailleurs, il ne s'agit même pas de cela : le matériel de ces entreprises est amorti depuis longtemps, leurs profits ont été investis ailleurs, les entreprises ont continué à fonctionner grâce à la protection douanière et quantitative. Les subventions de modernisation seront dans ce cas un don au deuxième degré, permettant à ces capitalistes de revaloriser des vieilles boîtes qu'ils avaient consciemment et dans leur intérêt laissé déprécier.

Enfin, pour ce qui est de l'agriculture, certaines des absurdités les plus flagrantes de la situation actuelle (excédents de vin, par exemple) peuvent être amendées ; mais la rationalisation de la structure agraire du pays et, en général, la création d'une "grande économie moderne" impliqueraient des transformations bien plus radicales (entre autres, le transfert d'une bonne moitié de la population paysanne dans l'industrie) que celles que le gouvernement a la possibilité ou même le désir de réaliser.

Les solutions données jusqu'ici par le gouvernement Mendès-France aux divers problèmes qui se posaient ont consisté en des abandons totaux (Indochine, réarmement allemand) ou partiels mais qui laissent en suspens l'essentiel (Tunisie) ou en un raffolage qui ne rompt pas fondamentalement la ligne suivie par les gouvernements précédents (mesures économiques). Telles qu'elles, cependant, ne serait-ce que du fait qu'elles consacrent la situation réelle du capitalisme français, elles représentent une certaine rationalisation.

Est-il question d'aller plus loin ?

Les limites objectives posées à l'action de Mendès-France sont clairement dessinées : il ne s'agit pas évidemment des limites fondamentales qui sont celles d'un gouvernement capitaliste (on laissera à M. Martinet le soin de les explorer), mais de celles, bien plus étroites, qui découlent de la situation du capitalisme français, puissance de troisième ordre, vivant dans

la dépendance de l'impérialisme américain, essayant d'en atténuer quelque peu le degré mais ne pouvant ni voulant en changer la nature, disposant d'une base économique étroite qu'on peut aménager mais dont il est exclu qu'on puisse désormais faire « une grande économie moderne ». C'est ce dernier cadre qui détermine objectivement le maximum de ce que Mendès-France pourrait faire.

Mais ceci ne garantit nullement que ce maximum sera réalisé effectivement. Des limites beaucoup plus étroites sont posées à l'action de Mendès-France par les conditions politiques et parlementaires, et en particulier par la décomposition politique de la bourgeoisie française. Il est possible historiquement et conforme aux intérêts généraux du capitalisme français de limiter les privilèges des betteraviers ou des industriels du textile, mais il n'est pas certain que les agents de ceux-ci dans le Parlement laisseront Mendès-France ou n'importe qui d'autre le faire. Ceci n'est d'ailleurs qu'une autre manière d'exprimer ce fait primordial, que le gouvernement Mendès-France ne s'appuie sur aucune force politique propre, ni dans le Parlement, ni dans le pays. Sa majorité caléidoscopique n'est liée ni par une idéologie, ni par une organisation. Les divers partis n'y ont participé qu'avec des arrière-pensées diamétralement opposées. Pour le P.C., il s'agissait d'un soutien conjoncturel aussi longtemps que Mendès-France était amené à s'opposer à la politique américaine (Indochine, C.E.D.) ; il se tournera évidemment contre lui à propos du réarmement allemand et des problèmes économiques. Le désarroi et la confusion des partis bourgeois et des socialistes ont pu jouer pendant un certain temps pour Mendès-France, mais iront en diminuant et risquent d'ailleurs aussi bien de jouer contre lui. Dans le pays, Mendès-France est sans influence sur la classe ouvrière. Il essaie de se créer une base politique en appelant à la petite bourgeoisie et de fait, son seul soutien possible serait une courante petit bourgeois "radical-socialiste", au sens de la belle époque. Mais la saison est trop avancée pour qu'un tel courant puisse actuellement prendre de l'importance, encore moins s'organiser en une force politique cohérente. L'emprise des partis existants sur le corps électoral ne peut pas être brisée par des causeries hebdomadaires. Un parti nouveau autour de Mendès-France ne ferait qu'ajouter à l'effritement politique de la bourgeoisie sans pouvoir susciter un regroupement de l'ampleur nécessaire pour garantir la stabilité gouvernementale. Que le gouvernement tombe en novembre ou en juillet, il n'aura été qu'un entracte dans la comédie de la IV^e République.

Résumons-nous. Le gouvernement Mendès-France représente une tentative du capitalisme français de réduire le degré de sa dépendance par rapport aux Etats-Unis et en même temps de rationaliser dans une certaine mesure l'organisation de son économie et de son domaine colonial. Cette tentative ne pouvait avoir lieu (comme le prouve l'investiture manquée de Mendès-France en 1953) que sous la menace de la catastrophe. Le gouvernement ne pourra pas survivre longtemps à la solution des problèmes qui présentaient une urgence extrême. Sur le contenu de ces "solutions", il n'est pas besoin de revenir : là où il ne s'agit pas d'amputations, elles ne sont que du ratiolage.

Quant à la classe ouvrière, si elle a été en partie influencée par la propagande stalinienne sur la C.E.D., elle sait qu'elle n'a pas plus à attendre de Mendès-France que de Laniel ou de Pleven. Les quelques augmentations de salaire qu'elle a pu obtenir depuis l'année dernière ont été moins importantes que l'accroissement de son rendement. La révision périodique des salaires, promise par le gouvernement, s'est révélée une mystification et ne serait, dans le meilleur des cas, destinée qu'à consacrer définitivement (en liant toute augmentation ultérieure des salaires à l'augmentation de la production), la redistribution du revenu social en faveur du capital et l'extinction des réformes de 1936 qui ont eu lieu depuis la guerre. La domination capitaliste ne change pas avec le nom du Président du Conseil ; elle peut seulement présenter une anarchie interne plus ou moins grande, un visage plus brutal ou plus raffiné.

PIERRE CHAULIEU.